

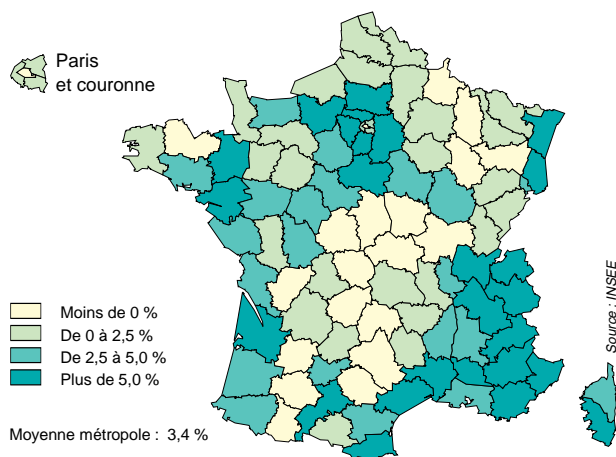
DÉMOGRAPHIE ET POPULATIONS SCOLAIRES

Des mouvements de population qui demandent des aménagements de la carte scolaire

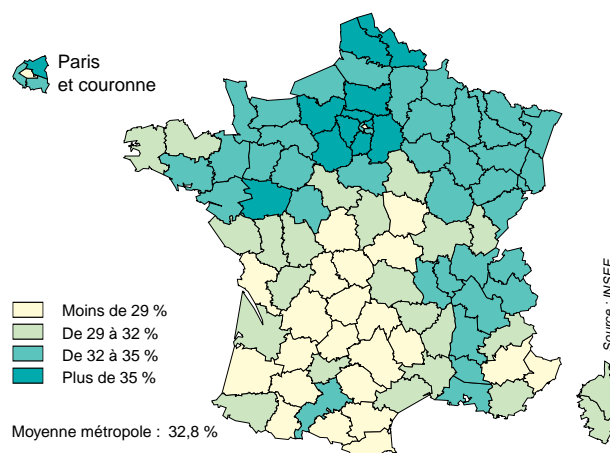
L'essor démographique et économique de l'après-guerre, le développement des activités industrielles et maintenant tertiaires, ont modifié la densité et la répartition de la population sur le territoire français. Les zones rurales se sont dépeuplées au profit des villes. De tels mouvements, qui tendent à accentuer les disparités de peuplement, pèsent évidemment sur l'aménagement permanent de la carte scolaire, la répartition des moyens entre les différentes académies (et à l'intérieur de chacune d'entre elles), et posent la question du maintien d'établissements ruraux, et du développement du réseau des écoles, collèges et lycées citadins, notamment dans certaines banlieues.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la population métropolitaine a continué à augmenter d'environ 0,5 % par an, soit un rythme identique à celui de la décennie précédente. De 1990 à 1997, elle progresse ainsi de près de deux millions d'habitants. Plus de la moitié de cette augmentation se concentre dans une quinzaine de départements situés en grande couronne parisienne, dans le midi méditerranéen ou en Rhône-Alpes, mais également en Alsace et autour de grandes agglomérations régionales (Bordeaux, Toulouse). L'ensemble de ces départements connaît une croissance démographique annuelle supérieure à 1 %, des progressions notables étant également enregistrées le long de la façade atlantique.

Évolution démographique 1990/1997



Pourcentage des moins de 25 ans au 1^{er} janvier 1997

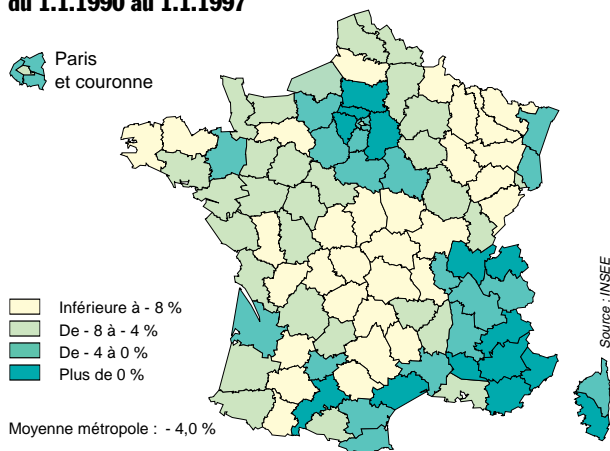


Vitalité démographique du Sud-Est et dépeuplement du Massif central

Dans le même temps, le dépeuplement du Massif central se poursuit, avec un solde naturel (naissances-décès) toujours nettement négatif. Celui du Nord-Est tend en revanche à s'atténuer, avec la réduction des soldes migratoires (entrées-sorties), largement déficitaires durant la décennie précédente. Si les soldes migratoires bénéficient d'abord aux régions du midi (phénomène d'héliotropisme), les soldes naturels restent en revanche plus élevés dans le Nord de la France, notamment en région parisienne, mais aussi en Rhône-Alpes.

Des liens existent entre une telle « géographie » et celle des zones plus ou moins « jeunes » de notre territoire. L'allongement continu de l'espérance de vie et le recul des naissances, moindre cependant que dans d'autres pays comme l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, entraînent un vieillissement de la population française : en 1997, les jeunes de moins de 25 ans, susceptibles de fréquenter l'école ou l'enseignement supérieur, sont 800 000 de moins qu'en 1990 et leur poids relatif dans l'ensemble de la population est descendu en dessous d'un tiers (2,5 points de moins qu'en 1990). Cette tendance générale n'a guère atténué les différences entre régions méridionales et celles du Nord, qui restent bien plus jeunes. De fortes disparités géographiques persistent, la part des moins de 25 ans dépassant d'au moins 10 points, dans le Nord ou en grande couronne parisienne, celle de départements ruraux du Midi (Creuse, Gers, Corrèze, Dordogne ou bien Lot).

**Évolution démographique
des moins de 25 ans
du 1.1.1990 au 1.1.1997**



**La baisse du nombre de jeunes,
particulièrement sensible
dans les départements ruraux**

La population âgée de moins de 25 ans, scolarisable, ne suit pas l'évolution démographique d'ensemble : de 1990 à 1997, elle subit un recul moyen de 4 % sur l'ensemble de la métropole. La baisse, particulièrement sensible dans les zones rurales mentionnées, est également supérieure à 10 % en Allier, Aveyron, Cantal, et importante dans des départements de l'Ouest et du Nord-Est. Les progressions restent rares dans le Sud-Est méditerranéen, l'Ain et la Haute-Savoie, la Haute-Garonne ou en grande couronne parisienne.

**Évolutions contrastées
des populations scolaires,
selon le niveau et la région**

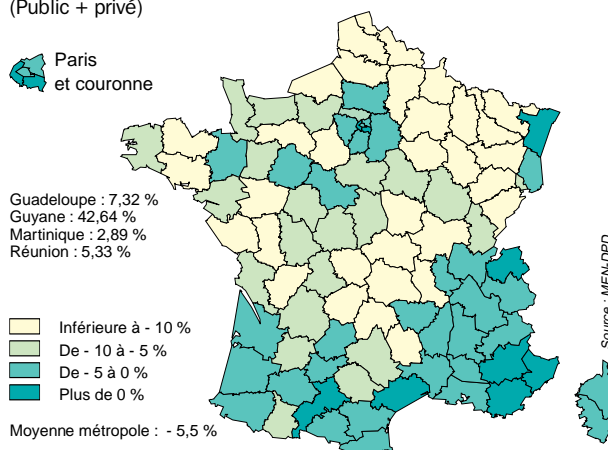
Les évolutions de population scolaire, largement dépendantes des évolutions démographiques, peuvent cependant s'en affranchir, sans doute de manière croissante avec le niveau d'enseignement considéré. De 1990 à aujourd'hui, on relève d'ailleurs des tendances et mouvements variables. Le premier degré a perdu, de manière assez régulière, environ 370 000 écoliers de 1990 à 1998, soit une baisse de 5,5 % sur l'ensemble de la métropole. Le second degré, en progression au début des années 1990, a vu, depuis, la tendance s'inverser : à la rentrée 1996, il comptait le même nombre de collégiens et lycéens qu'en 1990, la baisse s'établissant à 50 000 à la rentrée 1998 (- 0,9 % sur l'ensemble de la période). Si les effectifs de l'enseignement supérieur ont progressé de près d'un quart depuis 1990, on retrouve la tendance observée dans le secondaire, avec une perte de 50 000 étudiants lors des trois dernières rentrées. L'apprentissage, dont les effectifs avaient longtemps stagné voire diminué, connaît en revanche une vive reprise depuis 1993,

la hausse dépassant 100 000 apprentis en l'espace de 5 ans. Autour de ces moyennes nationales, les disparités régionales ou départementales sont importantes.

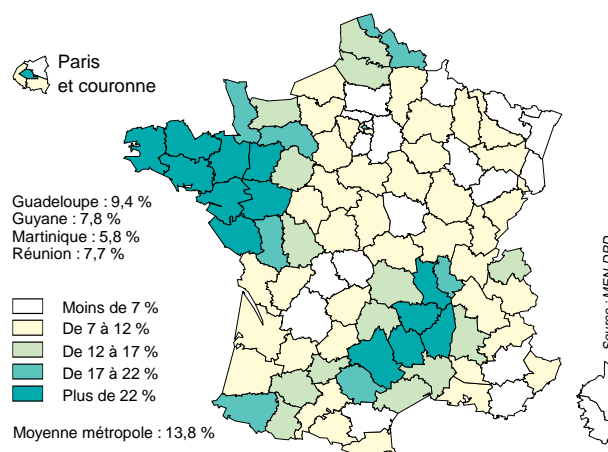
Dans le premier degré, les évolutions traduisent essentiellement des mouvements démographiques. La carte des départements qui perdent le plus d'écoliers en huit ans rappelle donc celle des zones de dépeuplement. Les baisses d'effectifs dépassent ainsi 10 % dans nombre de départements ruraux, notamment dans le Massif central, l'Ouest et du Nord-Est mais elles sont également fortes dans le Nord. En métropole, les hausses demeurent exceptionnelles : Haute-Garonne et Haute-Savoie, midi méditerranéen ou pourtour parisien. Les départements d'outre-mer, et tout particulièrement la Guyane, ont en revanche vu progresser leur nombre d'écoliers. L'évolution générale de la démographie scolaire dans le premier degré est commune aux deux secteurs, public et privé, qui perdent chacun 5,5 % de leurs effectifs de 1990 à 1998, la part du secteur privé restant donc totalement stable à 13,8 % (un peu plus de 14 % en élémentaire, moins de 13 % en préélémentaire, environ 6 % dans

**Évolutions départementales des effectifs
du 1^{er} degré de 1990 à 1998**

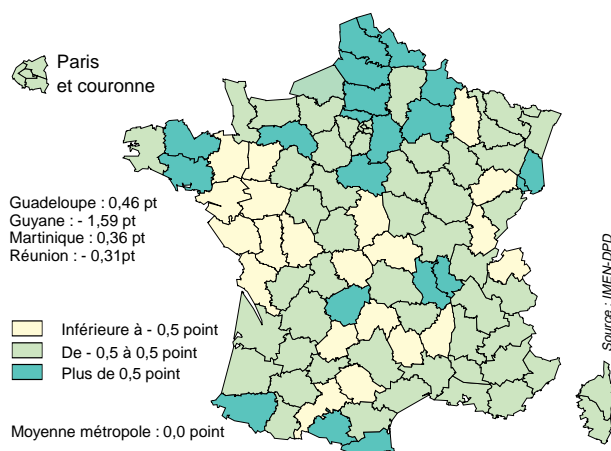
(Public + privé)



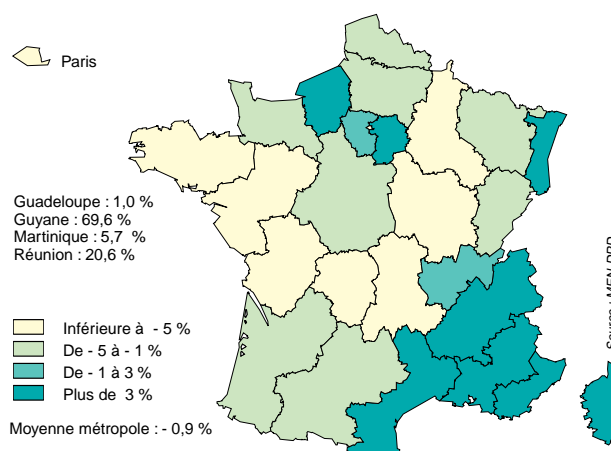
**Part du secteur privé
dans le 1^{er} degré – 1998**



Évolution de la part du privé dans le 1^{er} degré de 1990 à 1998



Évolution académique des effectifs du 2nd degré de 1990 à 1998

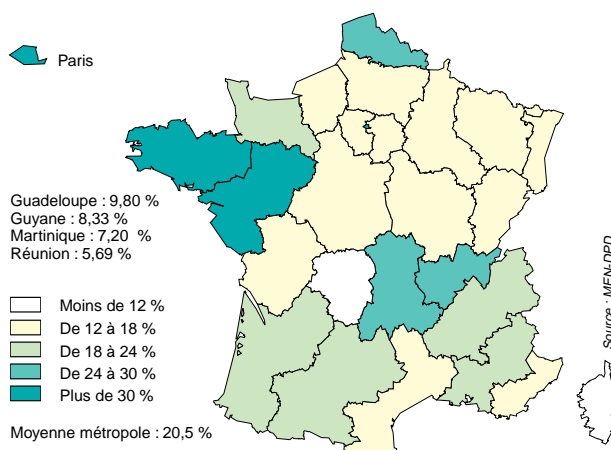


l'enseignement spécialisé, et moins de 10 % dans les départements d'outre-mer). Sans changement sensible durant la décennie, le secteur privé conserve ses terres traditionnelles de forte implantation, dans l'Ouest (où il peut accueillir 40 % de l'ensemble des écoliers, et même plus de la moitié en Vendée), et dans le sud-est du Massif central. On note seulement un léger fléchissement de son poids, important dans certains départements de l'Ouest, mais pas en Bretagne, et à l'inverse un certain renforcement dans le Nord.

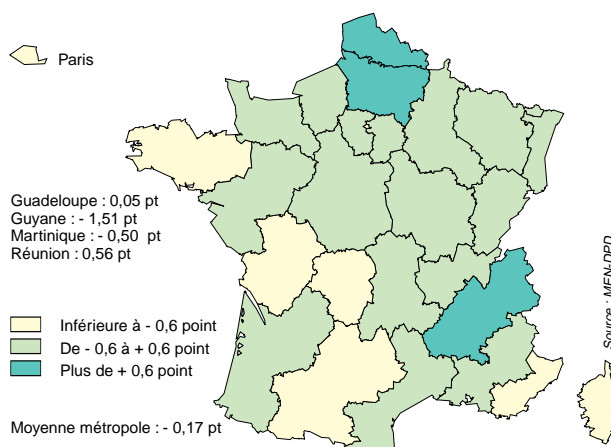
Dans le second degré, qui accueille une autre tranche d'âge, les effectifs varient non seulement en fonction de la taille des générations concernées, mais aussi de l'intensité de leur scolarisation, notamment en lycée. La carte des évolutions se distingue quelque peu de celle du premier degré. Les académies du Midi (Aix-Marseille, Corse, Nice, Montpellier) se signalent par des hausses sensibles, en compagnie de l'outre-mer. C'est l'inverse pour Limoges et Clermont-Ferrand, mais aussi Rennes, Reims et Poitiers. En Ile-de-France, on assiste à un mouvement de rééquilibrage, les hausses enregistrées à Créteil et Versailles au détriment de Paris montrant que la capitale voit s'atténuer son pouvoir d'attraction auprès des banlieues.

Depuis 1990, les évolutions propres au secteur public, dont les effectifs diminuent de 0,7 %, restent proches de celles du privé, en baisse de 1,7 %. La part du secteur privé diminue légèrement sur la période, de 20,7 % à 20,5 % (métropole, premier et second cycles, y compris l'enseignement adapté – SEGPA et EREA –). Les académies de l'Ouest se distinguent à nouveau par un poids du secteur privé important, voisin de 40 %, part qui atteint également un tiers à Paris, mais qui est inférieure à 10 % en Corse, Limousin et outre-mer. Ce paysage n'évolue guère au cours des années 1990, la faible érosion du secteur privé dans les académies de Paris, Rennes et Toulouse étant pour partie compensée par quelques progressions, notamment dans l'académie de Lille.

Part du secteur privé dans le 2nd degré en 1998



Évolution de la part du privé dans le 2nd degré de 1990 à 1998

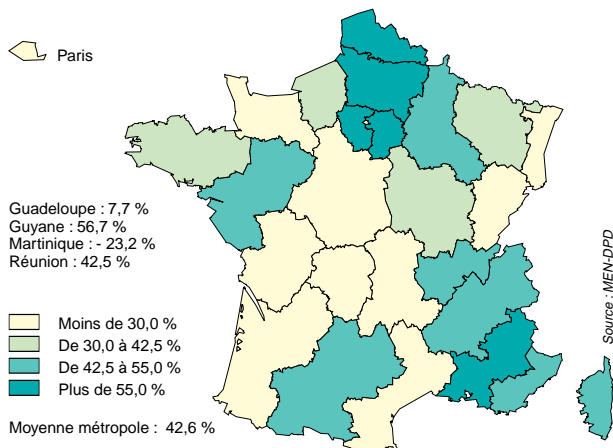


Des mouvements de « rééquilibrage »

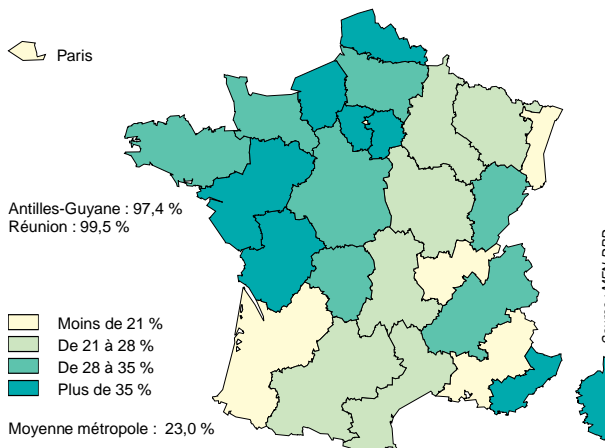
L'apprentissage et l'enseignement supérieur font apparaître des évolutions régionales encore plus contrastées. Les fortes progressions enregistrées dans les académies d'Amiens, Lille, Créteil et Versailles leur permettent de combler leurs retards en ces domaines, la situation de Strasbourg étant

inverse. Au cours des années 1990, l'augmentation de la population étudiante a été deux fois plus faible dans les académies traditionnellement en avance (Paris qui est la seule à enregistrer une baisse, Aix-Marseille, Bordeaux ou Lyon), qu'à Versailles et Créteil, Poitiers et Rouen, signe d'une tendance lourde, favorable à une répartition plus équilibrée des étudiants sur le territoire français ■

Évolution des effectifs d'apprentis de 1990 à 1997



Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur de 1990 à 1998



Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur et de l'apprentissage

Académies	Enseignement supérieur (toutes formations)			Apprentissage (MEN uniquement)		
	1990-91	1998-99	Évolution	1990-91	1997-98	Évolution
Aix-Marseille	80 391	96 430	20,0 %	10 728	16 937	57,9 %
Amiens	29 502	38 230	29,6 %	5 762	9 200	59,7 %
Besançon	25 047	32 479	29,7 %	5 100	6 604	29,5 %
Bordeaux	80 429	95 679	19,0 %	11 836	14 260	20,5 %
Caen	29 254	37 493	28,2 %	7 174	8 675	20,9 %
Clermont-Ferrand	33 589	41 476	23,5 %	5 866	6 852	16,8 %
Corse	3 208	4 684	46,0 %	790	1 222	54,7 %
Créteil	77 947	109 327	40,3 %	8 971	14 506	61,7 %
Dijon	32 476	41 076	26,5 %	6 929	9 515	37,3 %
Grenoble	63 055	81 789	29,7 %	8 490	12 934	52,3 %
Lille	109 927	149 266	35,8 %	8 587	14 390	67,6 %
Limoges	16 305	21 026	29,0 %	2 583	2 961	14,6 %
Lyon	107 280	128 849	20,1 %	9 169	14 087	53,6 %
Montpellier	66 221	80 303	21,3 %	8 597	10 135	17,9 %
Nancy-Metz	61 095	75 210	23,1 %	9 180	12 981	41,4 %
Nantes	74 313	100 522	35,3 %	15 562	23 401	50,4 %
Nice	35 317	48 842	38,3 %	6 502	9 679	48,9 %
Orléans-Tours	46 659	59 815	28,2 %	11 779	14 817	25,8 %
Paris	313 985	305 333	-2,8 %	11 229	16 900	50,5 %
Poitiers	31 368	43 345	38,2 %	9 697	11 639	20,0 %
Reims	29 972	38 036	26,9 %	4 294	6 314	47,0 %
Rennes	77 622	102 931	32,6 %	9 873	13 985	41,6 %
Rouen	36 004	48 797	35,5 %	8 607	11 646	35,3 %
Strasbourg	55 897	62 244	11,4 %	9 486	12 050	27,0 %
Toulouse	86 153	105 557	22,5 %	8 611	12 822	48,9 %
Versailles	95 700	140 785	47,1 %	9 965	18 638	87,0 %
Métropole	1 698 716	2 089 524	23,0 %	215 367	307 150	42,6 %
Guadeloupe				1 119	1 205	7,7 %
Guyane				134	210	56,7 %
Martinique				1 549	1 190	-23,2 %
Antilles-Guyane	8 116	16 020	97,4 %	2 802	2 605	-7,0 %
Réunion	6 848	13 664	99,5 %	2 157	3 073	42,5 %
DOM	14 964	29 684	98,4 %	4 959	5 678	14,5 %
France sans TOM	1 713 680	2 119 208	23,7 %	220 326	312 828	42,0 %

**Évolution départementale des effectifs du premier degré
MEN, total dont privé, préélémentaire, élémentaire et enseignement spécialisé**

Départements	1990-91		1998-99		Évolution 1990-1998	Évolution de la part du privé	Départements	1990-91		1998-99		Évolution 1990-1998	Évolution de la part du privé
	Total	% privé	Total	% privé				Total	% privé	Total	% privé		
Ain	61 469	11,50	60 890	11,17	- 0,94 %	- 0,33	Haute-Marne	24 987	4,90	21 175	5,14	- 15,26 %	0,24
Aisne	71 015	7,60	62 836	7,60	- 11,52 %	- 0,01	Mayenne	35 743	36,30	32 897	34,45	- 7,96 %	- 1,85
Allier	34 218	9,64	30 623	8,76	- 10,51 %	- 0,88	Meurthe-et-Moselle	86 037	8,02	76 710	7,66	- 10,84 %	- 0,36
Alpes-de-Hte-Prov.	13 962	6,50	14 978	6,32	7,28 %	- 0,18	Meuse	24 011	8,33	21 014	7,38	- 12,48 %	- 0,95
Hautes-Alpes	12 964	7,30	12 945	7,19	- 0,15 %	- 0,11	Morbihan	77 593	47,43	69 490	48,10	- 10,44 %	0,67
Alpes-Maritimes	93 206	9,55	97 545	9,47	4,66 %	- 0,08	Moselle	125 186	3,91	110 401	4,16	- 11,81 %	0,24
Ardeche	31 633	29,72	30 231	29,21	- 4,43 %	- 0,51	Nièvre	23 821	5,80	21 014	6,20	- 11,78 %	0,40
Ardennes	38 610	6,10	33 985	6,85	- 11,98 %	0,75	Nord	363 152	20,16	324 973	21,90	- 10,51 %	1,74
Ariège	13 079	8,20	12 599	8,81	- 3,67 %	0,61	Oise	96 863	5,47	93 800	6,00	- 3,16 %	0,53
Aube	34 915	9,00	31 318	9,37	- 10,30 %	0,37	Orne	35 103	20,40	31 062	21,48	- 11,51 %	1,08
Aude	30 275	6,50	29 803	6,71	- 1,56 %	0,21	Pas-de-Calais	199 056	12,31	173 903	13,42	- 12,64 %	1,11
Aveyron	26 541	28,40	24 003	27,90	- 9,56 %	- 0,50	Puy-de-Dôme	62 800	12,90	56 272	12,89	- 10,39 %	0,00
Bouches-du-Rhône	204 234	9,50	200 282	9,99	- 1,94 %	0,49	Pyrénées-Atlant.	59 926	18,52	57 881	19,64	- 3,41 %	1,12
Calvados	78 128	15,62	71 177	15,20	- 8,90 %	- 0,42	Hautes-Pyrénées	21 627	13,87	19 944	13,78	- 7,78 %	- 0,09
Cantal	15 756	18,10	12 853	15,68	- 18,42 %	- 2,42	Pyrénées-Orient.	37 846	7,60	37 779	9,09	- 0,18 %	1,49
Charente	37 327	9,70	33 006	9,44	- 11,58 %	- 0,26	Bas-Rhin	108 123	4,16	110 348	4,13	2,06 %	- 0,03
Charente-Maritime	56 540	8,20	52 882	7,58	- 6,47 %	- 0,62	Haut-Rhin	77 769	5,60	76 638	6,12	- 1,45 %	0,52
Cher	33 532	7,90	30 546	7,21	- 8,90 %	- 0,69	Rhône (1)	186 644	17,09	181 719	17,65	- 2,64 %	0,56
Corrèze	22 338	7,10	19 523	7,81	- 12,60 %	0,71	Haute-Saône	27 726	7,10	24 275	5,45	- 12,45 %	- 1,65
Côte-d'Or	57 106	7,80	52 164	8,11	- 8,65 %	0,31	Saône-et-Loire	60 953	8,10	53 759	7,92	- 11,80 %	- 0,18
Côtes-d'Armor	61 684	30,10	55 184	31,43	- 10,54 %	1,33	Sarthe	61 126	16,20	58 159	15,86	- 4,85 %	- 0,34
Creuse	10 668	3,30	9 847	2,10	- 7,70 %	- 1,20	Savoie	40 369	10,10	39 787	9,99	- 1,44 %	- 0,11
Dordogne	36 222	6,20	33 470	5,87	- 7,60 %	- 0,33	Haute-Savoie	68 340	15,07	72 132	14,17	5,55 %	- 0,90
Doubs	61 530	7,70	54 486	8,15	- 11,45 %	0,45	Paris	176 685	20,60	173 209	20,68	- 1,97 %	0,08
Drôme	51 804	13,60	49 418	14,07	- 4,61 %	0,47	Seine-Maritime	156 044	8,72	140 424	8,73	- 10,01 %	0,02
Eure	67 483	7,90	63 777	7,87	- 5,49 %	- 0,03	Seine-et-Marne	152 234	4,47	150 067	5,05	- 1,42 %	0,58
Eure-et-Loire	51 789	9,85	46 483	9,95	- 10,25 %	0,10	Yvelines	175 198	7,82	167 508	8,30	- 4,39 %	0,48
Finistère	98 615	36,81	90 224	36,60	- 8,51 %	- 0,21	Deux-Sèvres	39 664	22,19	34 917	20,88	- 11,97 %	- 1,31
Corse-du-Sud	12 503	6,30	12 315	6,68	- 1,50 %	0,38	Somme	68 355	13,02	61 465	14,15	- 10,08 %	1,13
Haute-Corse	13 402	2,98	13 246	2,94	- 1,16 %	- 0,05	Tarn	35 909	19,10	33 019	17,51	- 8,05 %	- 1,59
Gard	68 642	12,38	66 347	12,79	- 3,34 %	0,40	Tarn-et-Garonne	21 681	13,38	21 185	13,30	- 2,29 %	- 0,07
Haute-Garonne	96 833	10,22	105 472	9,25	8,92 %	- 0,97	Var	88 458	6,10	93 095	6,16	5,24 %	0,06
Gers	15 799	11,70	15 080	12,16	- 4,55 %	- 0,46	Vaucluse	56 724	10,00	56 333	10,30	- 0,69 %	0,30
Gironde	131 445	9,05	128 454	9,22	- 2,28 %	0,16	Vendée	63 159	56,37	56 345	53,63	- 10,79 %	- 2,74
Hérault	88 890	11,70	93 647	12,16	5,35 %	0,46	Vienne	41 551	13,80	38 225	13,29	- 8,00 %	- 0,51
Ille-et-Vilaine	100 688	38,70	96 859	37,67	- 3,80 %	- 1,03	Haute-Vienne	32 607	6,13	29 780	6,27	- 8,67 %	0,14
Indre	22 850	6,80	20 861	7,11	- 8,70 %	0,31	Vosges	46 686	8,70	41 398	8,33	- 11,33 %	- 0,37
Indre-et-Loire	59 620	10,80	55 580	10,92	- 6,78 %	0,12	Yonne	36 987	7,30	34 354	7,73	- 7,12 %	0,43
Isère	126 289	9,82	121 319	9,80	- 3,94 %	- 0,02	Territoire de Belfort	16 438	8,60	14 991	9,11	- 8,80 %	0,51
Jura	29 987	11,10	27 195	10,45	- 9,31 %	- 0,65	Essonne	137 526	5,24	137 077	5,25	- 0,33 %	0,01
Landes	31 356	9,25	30 656	8,93	- 2,23 %	- 0,32	Hauts-de-Seine (1)	148 532	10,91	151 560	10,71	2,04 %	- 0,20
Loir-et-Cher	33 685	10,90	32 133	10,83	- 4,61 %	- 0,07	Seine-Saint-Denis	183 290	4,91	175 117	5,25	- 4,46 %	0,34
Loire	90 184	21,73	79 847	23,30	- 11,46 %	1,56	Val-de-Marne	138 022	7,17	140 110	7,62	1,51 %	0,45
Haute-Loire	22 581	35,80	21 613	36,06	- 4,29 %	0,26	Val-d'Oise	150 247	4,39	142 690	4,98	- 5,03 %	0,59
Loire-Atlantique	132 912	37,92	125 447	35,84	- 5,62 %	- 2,08	Métropole	6 705 022	13,82	6 337 282	13,82	- 5,48 %	0,00
Loiret	70 818	8,90	67 180	9,44	- 5,14 %	0,54	Guadeloupe	59 273	8,94	63 609	9,40	7,32 %	0,46
Lot	14 704	9,90	14 351	9,34	- 2,40 %	- 0,56	Guyane	20 742	9,40	29 586	7,81	42,64 %	- 1,59
Lot-et-Garonne	31 788	9,75	28 852	10,19	- 9,24 %	0,43	Martinique	53 612	5,41	55 163	5,77	2,89 %	0,36
Lozère	7 717	36,50	6 925	35,26	- 10,26 %	- 1,24	Réunion	114 983	7,83	121 113	7,61	5,33 %	- 0,21
Maine-et-Loire	95 496	39,70	83 597	38,94	- 12,46 %	- 0,76	DOM	248 610	7,68	269 471	7,68	8,39 %	0,00
Manche	59 088	18,45	53 306	18,84	- 9,79 %	0,39	France sans TOM	6 953 632	13,60	6 606 753	13,57	- 4,99 %	- 0,03
Marne	70 304	10,70	61 921	11,26	- 11,92 %	0,56							

(1) Estimations pour les écoles publiques.

Évolution des effectifs du second degré – MEN, total dont privé, 1^{er} et 2nd cycles, y compris SEGPA et EREA)

Académies	1990-91		1998-99		Évolution 1990-1998	Évolution de la part du privé
	Total	% privé	Total	% privé		
Aix-Marseille	232 124	19,28	244 479	19,39	5,32 %	0,11
Amiens	195 034	13,97	191 862	14,60	- 1,63 %	0,62
Besançon	113 843	15,08	110 261	15,10	- 3,15 %	0,02
Bordeaux	248 444	18,68	245 749	18,48	- 1,08 %	- 0,20
Caen	142 959	22,62	137 670	23,04	- 3,70 %	0,42
Clermont-Ferrand	121 957	24,72	110 897	24,74	- 9,07 %	0,02
Corse	20 781	7,36	22 211	6,69	6,88 %	- 0,68
Créteil	350 321	12,07	368 182	12,50	5,10 %	0,43
Dijon	153 357	12,65	145 605	12,75	- 5,05 %	0,10
Grenoble	258 193	19,93	266 905	20,72	3,37 %	0,79
Lille	459 430	21,83	4 471	24,1 2	- 2,67 %	2,32
Limoges	63 510	10,67	56 840	9,62	- 10,50 %	- 1,05
Lyon	270 415	27,01	269 770	27,09	- 0,24 %	0,09
Montpellier	181 764	17,86	197 438	17,59	8,62 %	- 0,26
Nancy-Metz	237 366	14,80	231 427	15,12	- 2,50 %	0,33
Nantes	328 336	40,29	305 373	40,51	- 6,99 %	0,23
Nice	140 872	13,61	154 932	12,88	9,98 %	- 0,73
Orléans-Tours	224 916	14,57	219 796	14,35	- 2,28 %	- 0,22
Paris	177 356	35,62	161 751	33,05	- 8,80 %	- 2,57
Poitiers	149 773	16,98	140 055	15,46	- 6,49 %	- 1,52
Reims	140 900	14,75	132 820	14,99	- 5,73 %	0,24
Rennes	292 209	43,38	274 216	41,96	- 6,16 %	- 1,42
Rouen	182 266	15,04	189 168	15,22	3,79 %	0,17
Strasbourg	145 568	12,91	152 164	13,29	4,53 %	0,38
Toulouse	212 626	20,43	208 281	18,90	- 2,04 %	- 1,53
Versailles	479 064	14,90	487 905	15,24	1,85 %	0,34
Métropole	5 523 384	20,67	5 472 898	20,51	- 0,91 %	- 0,17
Guadeloupe	50 994	9,74	51 491	9,80	0,97 %	0,05
Guyane	11 300	9,84	19 169	8,33	69,64 %	- 1,51
Martinique	45 209	7,70	47 785	7,20	5,70 %	- 0,50
Antilles-Guyane	107 503	8,90	118 445	8,51	10,18 %	- 0,38
Réunion	78 851	5,13	95 132	5,69	20,65 %	0,56
DOM	186 354	7,30	213 577	7,26	14,61 %	- 0,05
France sans Tom	5 709 738	20,24	5 686 475	20,01	- 0,41 %	- 0,23